



## Appel du CNU

Depuis la publication du rapport Delevoye, le gouvernement cherche à masquer ses véritables intentions par des déclarations floues. L'ampleur de la mobilisation l'a alors contraint à abattre ses cartes. Sans surprise, les annonces du premier ministre sont conformes aux propositions préconisées dans ce projet.

C'est bien l'ensemble de notre système de retraite basé sur la solidarité intergénérationnelle qui est mis en pièces et remplacé par un système à points qualifié d'universel. Le calcul sur la carrière entière baisserait considérablement le niveau des pensions. L'instauration progressive d'un âge pivot à partir de la génération née en 1960, signifierait dans les faits la fin de l'âge légal de départ à la retraite. Avec la décote, il serait impossible de partir à 62 ans avec une pension décente !

Le phénomène s'accroîtrait pour les femmes qui connaissent des carrières interrompues ou des temps partiels mais aussi pour l'ensemble des personnels précaires de l'Éducation. Par ailleurs, ce projet pénaliserait toutes celles et ceux qui auraient des carrières fragmentées par des périodes de chômage, de reconversion, de maladie, etc...

Contrairement à ce que prétend le gouvernement, rien ne pourra garantir réellement la constance de la valeur du point dans le temps, comme le montre l'exemple suédois où les retraité·es vivant sous le seuil de pauvreté sont deux fois plus nombreux·ses qu'en France.

La contrainte de ne pas dépasser les 14% du PIB pour financer l'ensemble des retraites entraînerait à terme la baisse des pensions a fortiori en cas de crise économique.

Par ailleurs, lier la question des retraites et la question des salaires est inadmissible.

Premièrement, les montants évoqués sont largement insuffisants pour compenser réellement les pertes que nous subissons.

Deuxièmement, pour le ministre la revalorisation implique une redéfinition de nos missions et de notre temps de travail.

Troisièmement, cette revalorisation serait principalement sous forme de primes ce qui est profondément inégalitaire et arbitraire.

Le Premier ministre repousse même cette revalorisation à 2021 prouvant ainsi que les salaires ne sont vraiment pas leur priorité !

Vouloir diviser l'ensemble des salarié·es en sacrifiant les générations nées à partir de 1975 qui subiraient le système par points est scandaleux et inacceptable.

Clairement, le gouvernement passe en force contre l'avis de toutes les organisations syndicales et l'ensemble des personnels mobilisés depuis le 5 décembre.

Pour imposer ses choix, il n'hésite pas à faire preuve de brutalité. La CGT Éduc'action condamne fermement les violences policières lors des mobilisations, en particulier à l'encontre de la jeunesse. Elle encourage tous les collègues à protéger l'ensemble des jeunes contre toute répression !

Pour la CGT Éduc'action, toutes ces annonces gouvernementales doivent nourrir notre détermination : obligeons ce gouvernement à retirer son projet !

Soutenons toutes les initiatives locales de mobilisation et participons aux assemblées générales, actions interprofessionnelles et mouvements de grève reproductible de manière à construire un mouvement d'ampleur qui s'inscrit dans la durée.

D'ores et déjà faisons du 17 décembre une nouvelle journée nationale interprofessionnelle d'une ampleur exceptionnelle !

Dourdan le 13 décembre 2019